

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-122

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article III-122 (ex-article 37)

1. La Commission présente des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à [l'article III-119 (ex-34), paragraphe 1,] ainsi que la mise en œuvre des mesures mentionnées à la [présente section].

Ces propositions tiennent compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées à la présente section.

2. La loi ou la loi-cadre européenne établit l'organisation commune des marchés agricoles prévue à [l'article III-119 (ex-34) paragraphe 1], ainsi que les autres dispositions nécessaires à la poursuite des objectifs de la politique commune de l'agriculture et de la pêche.

3. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens relatifs **aux mécanismes des organisations communes des marchés agricoles et de la politique de développement rural**, à la fixation des prix, des prélèvements, ~~des aides~~ et des limitations quantitatives, **au mode d'octroi et au niveau des aides**, ainsi qu'à la fixation et à la répartition des possibilités de pêche.

4. L'organisation commune prévue à [l'article III-119 (ex-34), paragraphe 1,] peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au [paragraphe 2]:

- a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et
- b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de l'Union des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

5. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de l'Union.

Explication éventuelle :